La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1219 septembre-octobre 2020

SOMMAIRE :

• **ACTUALITÉ**

pages 2 et 3 Machinations et Mascarades

Jacques GRIEU *commente, en vers, certaines des absurdités actuelles*

• **RÉFLEXION**

page 4 Les priorités

François CHATEL *observe les diverses réactions à la pandémie du covid-19, et constate, en conclusion, un coupable "laisser-faire" de la part de l'oligarchie capitaliste… et à quelle fin ??*

page 7 La pénurie volontaire

Michel BERGER, *constatant que le monde va mal, évoque les différentes façons d'y remédier…*

page 11 Comment revenir à l'essentiel ?

Bertrand HALFF *rappelle que notre économie repose sur l'inutile et que la publicité pour pousser la consommation est une réalité. Or la formation de nations fait que désormais, on ne peut revenir à l'essentiel qu'à l'échelon local, ce ne sera pas facile mais c'est la condition pour que l'humanité survive…*

page 12 Rembourser la "dette covid-19" ou l'annuler ?

Jean GADREY *rappelle la très forte croissance de la dette publique. Or, selon les politiques orthodoxes de droite, l'État doit la rembourser en freinant les dépenses publiques (de santé, d'éducation, etc.). Et rembourser à qui ? — Aux marchés financiers, avec toutes les conséquences que cela entrainerait…*

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047** **eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0425 I 83051

Machinations

La nouvelle tendance, un peu comme une mode,
Est le dénigrement, (voyez si c'est commode !)
De toutes les machines ou choses automatiques :
C'est l'ennemi, le diable, un diable mécanique.
Est-ce l'effet covid qui ainsi désespère ?
On reparlerait bien d'un retour à la terre…

Moi même j'ai raillé la machine à penser,
La machine à soigner et celle à informer,
Tous ces automatismes ôtant nos réflexions,
Notre lucidité d'humaine condition.
La machine a bon dos comme bouc émissaire :
Apprendre à s'en servir, sans doute, est nécessaire.

La machine détruit l'emploi des travailleurs
Fait un monde factice et cause nos malheurs.
La productivité est son bel alibi
Mais pourtant la croissance halète et s'affaiblit.
Elle est répétitive, aveugle et routinière
Et sa fameuse "I.A." n'est pas ce qu'on espère.

La machine devait supprimer nos efforts
Mais ne fait qu'en vouloir imposer de tous bords.
Elle nous promettait bien plus de liberté
Mais aura fait de nous des esclaves dorés.
La machine abrutit, empêche la culture
Et, en plus, nous pollue, et salit la nature.

Voici donc la machine habillée pour l'hiver !
Pourtant, réfléchissons. Tentons d'être sincères :
Qui voudrait se passer de machine à laver ?
Qui espère rincer sa vaisselle en évier ?
Qui voudrait revenir au téléphone à pied,
Au porte-plume ancien trempé dans l'encrier ?

Mettre à la voile un mois pour aller aux U.S. ?
Les voyages : à cheval ? le ski : sans tire-fesse ?
Les robots nous évitent un millier de corvées,
Aident la chirurgie, font vivre plus âgé.
L'exploration spatiale aux machines énormes,
Nous fait dans l'univers découvrir mille formes…

Lavoir et serpillère, ravaudage et tricot
On n'entend plus souvent le son de ces doux mots…
Et si bien des poètes en ont la nostalgie,
Laissons les nous chanter ces jolies litanies.
Comme l'aspirateur a tué le balai,
Le confort finira par par tuer les regrets.

On voit bien sous ces airs de noirs dénigrements
Dame consommation exhibant des relents
Que notre société se plait à déplorer.
Mais c'est un faux sujet de pays évolué :
Les enfants du Kenya, quand ils n'auront plus faim,
Diront que la machine est le plus bel engin.

La machine n'est rien sans le cerveau des hommes.
Celui du chirurgien, celui de l'astronome,
Ceux de la ménagère ou bien du boulanger.
La crainte d'un robot nous dictant ses arrêts
En étant vigilants, un conte restera.
La machine sans l'homme ? Elle n'existe pas !

A se faire ainsi peur, les hommes adorent jouer
Mais leurs contradictions finissent par sombrer.
La machine est futée, autant qu'on l'a bâtie
Et au cerveau de l'homme est encore asservie.
Elle saura déjouer cette machination,
Puisqu'elle est le fruit seul de notre intervention.

Jacques GRIEU

Mascarades

Le masque est à l'honneur en cette triste année.
Il envahit nos mœurs, nos rêves, nos journées.
On le croyait enfui mais il revient en force.
D'en prendre l'habitude, il faut bien qu'on s'efforce…

Cet objet est fort simple et bête sans malice,
Il n'est pas mécanique, électrique ou factice
Et votre couturière aurait pu en faire un,
Sans machine ou PC, rien que du cousu main.

Cette simplicité paraît bien singulière
Pour prétendre sauver la terre tout entière.
«Personne n'a trouvé le masque connecté !»
D'où le refus parfois, pour certains, d'en porter ?

On dit que c'est Popée, l'épouse de Néron,
Qui porta la première un masque sur son front.
Du mot roman maska qui signifie noirceur
Sa sombre renommée en a pris la couleur.

Mais il devint pourtant accessoire de fête,
Puis objet de piété, puis comédie de tête.
Le noir de ses velours ne cachait le visage,
Que pour mieux nous montrer la blancheur des corsages…

«Masques et Bergamasques» inspirèrent Fauré
Verlaine et Debussy, Tchekhov et Mallarmé.
Ce masque a joué du luth en belles envolées,
Qu'aujourd'hui le covid nous a fait oublier.

Le masque maintenant défraye la chronique
Et fait naître partout d'ineptes polémiques.
Qu'il soit de chirurgien, lavable ou transparent,
Il devient instrument de nos gouvernements.

«Vous devez le porter dans telle ou telle rue»;
Si vous tournez à droite en cette autre avenue,
Vous pouvez l'enlever, ce n'est plus capital !
Mais peut-être demain, sera-ce acte vital !

Les conspirationnistes et autres complotistes
En ont fait un hochet, machine d'arrivistes.
C'est des pires des maux que le masque est taxé
Générant des procès... d'atteinte aux libertés !

«S'il fait bien son travail, le masque distancie ;
La convivialité, jours après jours, s'enfuit.
Finies les embrassades et autres effusions:
Visages expressifs, vous devenez des pions.»

«Le masque vous étouffe, et décolle l'oreille.
C'est un nid à microbe, on vous le déconseille.
C'est un produit chinois de basse qualité
Dont on a vérifié l'inefficacité.»

Pro-masque ou anti-masque ? Affaire de bellâtres !
Avec ou sans covid, la vie n'est qu'un théâtre :
Chacun y joue un rôle, un masque sur le nez.
La santé du voisin ? On l'avait oubliée !

Jacques GRIEU

Les priorités

Une épidémie particulièrement virulente a affecté et menace encore l'espèce humaine en cette année 2020 sous la forme d'un coronavirus nommé covid-19. Elle s'est répandue à travers le monde et a touché en particulier les pays dits riches, ce qui a provoqué de leur part des réactions de protection subites bien souvent irrationnelles. Pour preuve, l'Europe et même le monde, n'ont pas été capables d'engendrer des mesures communes, concertées, adaptables suivant les conditions d'évolution de la maladie : prolifération, nombre de victimes, etc.
Chaque pays s'est replié sur lui-même, tel le hérisson, fermant ses frontières et adoptant des mesures "individuelles" en lorgnant avec inquiétude, ou intérêt, l'évolution de l'épidémie chez les pays voisins. Même au sein du territoire français, une coopération entre experts épidémiologistes aurait pu permettre l'adoption d'une méthode thérapeutique adaptée et évolutive, ou au moins d'une recherche commune et concertée. L'esprit de concurrence, associé à l'éventualité de se servir de l'opportunité, n'a fait qu'exacerber les égoïsmes et a réduit considérablement l'efficacité de la lutte contre la maladie… les concepts du libéralisme ne sont pas bons conseillers !!
L'incompétence des gouvernements en la matière s'est révélée au grand jour, dépassés qu'ils furent par l'absence de mesures préventives adaptées à cette circonstance. Pas assez de places dans les hôpitaux, pas assez de personnel soignant disponible et formé, pas assez de masques en réserves, pas de stratégie de lutte appropriée et prête à être mise aussitôt en œuvre. Les pays riches se sont endormis sur leurs lauriers, protégés désormais des épidémies anciennes comme la variole et la tuberculose et alors que les nouvelles ne concernaient que les pays pauvres comme Ebola, Hendra, H5N1, Sars, H1N1, Mers et la grippe aviaire H7N9. Même le VIH menaçant a été maîtrisé par la thérapie antirétrovirale.

Alors pourquoi s'en faire puisque la richesse semblait une barrière suffisante… !
Cependant, le boomerang nous est revenu. Les incessantes destructions assénées à la nature telles la perte de la biodiversité, la déforestation, les pollutions diverses, les surexploitations, etc… déséquilibrent les écosystèmes au point de déstabiliser les barrières naturelles au développement des virus et autres bactéries et à leur dissémination. Additionnée aux voyages intercontinentaux, devenus si simples et rapides pour les "riches", la prolifération s'en trouve facilitée et difficilement contrôlable.

Pendant ce temps, que fait-on des autres priorités ?

Peut-être faut-il les rappeler en ces temps où l'épidémie accapare nos esprits ?

La première est sans conteste la lutte contre le réchauffement climatique dont la menace d'un point de non retour est imminente avec toutes les conséquences associées. Il est vital de prendre conscience que le changement climatique n'est pas une crise : c'est une transformation irréversible. Nous devons réaliser que si nous continuons sur notre lancée actuelle, la limite de réchauffement fixée à Paris pour 2050 sera en réalité atteinte en 2028. Et dans ce cas, il n'y aura pas de retour à la normale, pas de vaccin possible.

Nous devons faire du réchauffement climatique une **priorité absolue**. Le temps presse si nous voulons éviter des situations d'urgence comme nous venons d'en vivre une avec le covid-19.

Cette crise climatique a commencé à affecter les pays plus au sud de notre planète, et n'est donc actuellement que peu encore perçue, par nous, pays occidentaux, comme une menace immédiate. Le changement climatique ne se trouve pas sur le pas de notre porte, comme l'est le covid-19. Nous ne nous sentons que peu concernés, sinon que nos factures de chauffage se réduisent, l'hiver la neige ne tombe que dans les stations de ski, les journées chaudes et ensoleillées augmen-

tent et rendent les baignades plus agréables, les pique-niques plus fréquents et l'habillement plus léger. La fonte des glaces permet l'ouverture de voies navigables pour le commerce et l'accès aux ressources et offre de nouveaux espaces pour le tourisme.
Certes, les feux de forêts sont spectaculaires, les tempêtes et pluies diluviennes plus fréquentes, mais combien pèsent-elles dans la balance ?

C'est dire le niveau de considérations des occidentaux pour cet autre ensemble de la population mondiale, si ce n'est pour en tirer profit suivant leurs besoins.
•Par exemple, quelles mesures sont appliquées pour endiguer la "pandémie" de **misère et de sous-alimentation** qui touche ces pays du sud ? Chaque jour 21.000 personnes meurent de faim quelque part dans le monde, soit près de 8 millions de décès, par an, dus à la faim. Selon les analyses du Programme Alimentaire mondial (PAM), 135 millions de personnes, venant de 55 pays différents, se trouvaient en 2019 dans une situation alimentaire grave et aigüe. Le PAM prévoit que 265 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire grave à la fin de l'année 2020, soit 130 millions de personnes de plus que l'année précédente. 151 millions d'enfants voient leur croissance affectée par la malnutrition. N'y a-t-il pas dans ce cas une énorme priorité alors que les "vaccins" existent ?

•Autre priorité : **la pollution** serait responsable de près de 800.000 morts par an en Europe et 8,8 millions dans le monde, bien au-delà du paludisme, du SIDA, du tabagisme, de la drogue et du coronavirus. Compte tenu de son impact sur la santé publique mondiale, les chercheurs parlent de "pandémie" sans équivalent. Quelles mesures aussi énergiques que celles prises pour lutter contre l'épidémie du covid-19 sont prises pour lutter contre les causes de ces pollutions ?
Les transports (automobiles, camions, avions, bateaux, etc…), les centrales thermiques, les modes de chauffage, les incinérateurs de déchets, les solvants divers, l'agriculture industrielle, la déforestation, font ils l'objet de directives appropriées, aussi radicales que celles connues pour lutter contre le covid 19, le confinement, le port obligatoire du masque, les amendes pour les contrevenants, les autorisations pour circuler, la distanciation, les fermetures des lieux de spectacles et des restaurants, les interdictions de réunions publiques, etc…?
— Non, assurément.

La seule mesure appliquée n'est-elle pas le recours à des technologies dites "propres" associées à la délocalisation d'un maximum de leurs pollutions dont les déchets et l'extraction des ressources nécessaires à leur élaboration ?

L'épidémie de covid 19 vient de nous rappeler que l'abri n'est pas si sûr. De plus, le réchauffement climatique n'apporte rien de bon en termes d'épidémie. Au contraire, la hausse des températures pourrait développer certaines pathologies. Par exemple, certains moustiques, vecteurs de la dengue, de la fièvre jaune, de Zika et du chikungunya, émigreront plus au nord, selon une étude parue en juillet 2019 dans la revue scientifique PLOS.

Le nombre de victimes potentielles associées à long terme au changement climatique et ses conséquences est incommensurablement plus important que dans le cas du coronavirus.

LES PANDÉMIES FUTURES

Les pandémies représentent une réelle menace pour la population mondiale. Mais n'oublions pas qu'elles sont en large majorité causées par les **dommages infligés à l'environnement** qui mettent aujourd'hui en péril des millions de vies humaines. Par exemple, en 2017, le virus Ebola était apparu dans des zones déforestées d'Afrique de l'Ouest après que des chauves-souris aient été chassées de leur habitat naturel.

75% des maladies infectieuses émergentes sont issues de la nature sauvage. Les destructions infligées à la nature sauvage ne font qu'augmenter nos contacts directs avec celle-ci, à laquelle nous étions moins confrontés auparavant. En conséquence, plus la biodiversité et les écosystèmes naturels seront protégés, moins il y aura de risques d'épidémies. Selon les scientifiques du projet Global Virome, 1,7 million de virus encore inconnus sont abrités par la faune sauvage. D'après *The Economist* (du 25/06/20), en février 2018, un groupe d'experts réunis par l'OMS avait signalé la forte probabilité qu'une maladie X apparaitrait à partir de zones faunesques envahies par l'urbanisation. Même message d'invitation aux préventions émis par le Dr Peter Daszak, à la tête de *Eco Health Alliance*, un organisme de recherche indépendant.
Face à la croissance du risque de propagation de nouvelles épidémies zoonotiques, dans lesquelles un agent pathogène passe ● ● ●

des animaux aux êtres humains, puis des humains aux humains de manière exponentielle, des mesures préventives doivent désormais, faute de l'avoir fait auparavant, être mises au point.
Elles pourraient être complémentaires : par exemple, en aval, élaborer des thérapies capables de s'adapter rapidement à chaque épidémie virale et prévoir celles-ci en les répertoriant sur les terrains favorables à leur apparition, et, en plus, adopter une réponse écologique en amont, en favorisant la reconstruction des milieux forestiers et de la biodiversité associée à la suppression du gigantisme des élevages à proximité des zones sauvages, en adoptant, en particulier, une alimentation davantage végétarienne.
Ce qui se traduit obligatoirement par une réelle coopération mondiale nécessaire entre les pays où risquent d'apparaître ces virus et les pays riches risquant la contamination, en permettant notamment une nette amélioration des conditions d'alimentation et de santé des premiers.

ET DEMAIN ?

La leçon sera-t-elle retenue ?
On aurait pu le penser quant à l'annonce de promesses destinées au "monde d'après" prévues pour rendre le monde plus propre, plus accueillant, muni d'un label de bonheur proche de la considération de l'être plutôt que de celle de l'avoir. Seulement la classe privilégiée, et ceux qui gravitent autour en espérant la rejoindre, ne sont nullement prêts à lâcher du lest. C'est pourquoi leurs sbires politiciens se sont empressés de jeter de la poudre aux yeux du peuple pour l'amadouer, annonçant un plan de croissance verte, affublé de mesurettes sucrées comme les subventions accordées à l'isolation des logements anciens et à l'acquisition de panneaux solaires. Que la part moutonnière du peuple se rassure, tout est prévu pour éviter de retourner à l'éclairage à la bougie ou d'adopter l'existence des amishs. Personne ne lui enlèvera ses jouets, pour preuve : la 5G va être divulguée et, en plus, on lui assure un environnement propre grâce aux nouveautés électriques, aux avions propulsés par l'hydrogène, au recyclage de tous les métaux et à la réparation assurée de tous les appareils.
Ce qui corrobore (n'est-ce pas ?) les larges aides de l'État aux capitalistes soi-disant libéraux et d'empêcher toutes manifestations des récalcitrants, en utilisant judicieusement le coronavirus pour appliquer des mesures liberticides justifiées par la peur divulguée par les médias complices.
Dormez bien, le meilleur des mondes se précise.

Lors de la pandémie de coronavirus, pour laquelle les avertissements antérieurs ont été négligés, nous avons tous été victimes d'un manque d'anticipation de nos gouvernements, en subissant soit les effets de la maladie, soit les mesures liberticides appliquées faute de moyens appropriés.
"Ce laisser faire" de leur part était-il prémédité afin de permettre ainsi de noyer les contestations en cours, de tester le peuple sur ses capacités à accepter les directives totalitaires, de faire un test des effets d'un choc grandeur nature sur la docilité du peuple face à des discours et des mesures changeantes voire contradictoires ?

Le manque de confiance envers nos dirigeants, accumulé depuis des décennies, nous amène naturellement à penser de la sorte. Compte tenu des soupçons qui pèsent sur nos gouvernements, de coalition et de **collusion avec l'oligarchie capitaliste** qui leur font appliquer des **stratégies de dominance** sur les peuples afin de mieux les asservir au système en place, il devient urgent de générer **un mouvement mondial de coopération entre tous les peuples** afin de modifier les constitutions.
Il est devenu impossible de faire confiance à l'ensemble de nos soi-disant représentants politiques.
En conséquence, l'heure a sonné, car les conditions nécessaires sont désormais réunies, d'élaborer conjointement, entre tous les peuples une nouvelle structure politico-économique afin d'en faire un objectif global à atteindre par tous, suffisamment souple et adaptable aux circonstances.
Sans cette structure, toute volonté d'évolution ou de révolution ne pourra conduire qu'à l'échec ou à la récupération par des opportunistes assoiffés de pouvoir. L'histoire en témoigne.

Comme Arundhati Roy, écrivaine et militante environnementale indienne, nous le rappelle: «*Historiquement, les pandémies ont forcé les humains à rompre avec le passé et à imaginer un nouveau monde. Et pour celle-ci, ce ne sera pas différent. C'est un portail, une passerelle entre un monde et le suivant.*»
Allons-nous être assez stupides pour rater cette occasion unique de construire ce "monde d'après" ?

FRANÇOIS CHATEL

La pénurie volontaire

Notre monde va mal. Ce constat est banal. Les sujets d'inquiétude sont multiples : réchauffement climatique, élévation du niveau des océans, disparition de la biodiversité, pollution des mers, des rivières et de l'air que nous respirons, épuisement des terres agricoles, envahissement par des déchets de toute nature, fin des ressources d'énergie fossiles.
Pour tenter d'y remédier, chacun propose ses propres recettes en fonction de ses préoccupations et de ses intuitions. Mais il n'est pas rare que les remèdes préconisés se révèlent pires que le mal : en Allemagne, le renoncement au nucléaire a entraîné une augmentation des émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère. Et même celle de la radioactivité ambiante car le lignite utilisé comme combustible de substitution contient des poussières d'uranium radioactives.

Et les exemples de ce type sont nombreux.

Alors par où commencer ?

—Je me suis déjà à plusieurs reprises exprimé dans les colonnes de *La Grande Relève* sur les questions énergétiques, personne ne s'étonnera donc que je persiste à leur donner une certaine priorité. Des ressources énergétiques non polluantes et disponibles en abondance permettraient de dessaler l'eau de mer, de retraiter et de recycler les déchets de toute nature, de combattre l'aridité des sols agricoles, donc de limiter l'usage des engrais, des pesticides.
Tout ceci au bénéfice des insectes, des oiseaux et des petits mammifères et donc de la biodiversité.

Mais ces propos restent incantatoires, tout le monde est bien d'accord sur la nécessité d'intervenir au plus vite, et pourtant, dans les faits, rien ne se passe. On continue à utiliser les combustibles fossiles à raison de 80 % des besoins mondiaux en énergie. On poursuit la prospection de gisements nouveaux, sachant qu'ils seront de plus en plus difficiles à exploiter, avec des procédés d'extraction de plus en plus polluants.

*

Dans le même temps, on entretient la crédulité du public en invoquant les énergies renouvelables, dont l'emblème est l'éolien. Même en restant très marginale dans l'ensemble des usages de l'énergie, l'industrie des aérogénérateurs a déjà dégradé de multiples sites et perturbé la vie quotidienne d'innombrables riverains.
Au point de susciter des oppositions massives. C'est le cas en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, et dans beaucoup de régions françaises.
Très rentable pour les industriels en raison des conditions d'achat de l'électricité éolienne, très subventionnée, au moins en France. Or l'énergie utilisée dans le monde est toujours en grande majorité à base d'énergie fossile. Et elle ne cesse de croître en raison à la fois de l'expansion démographique et de l'élévation des niveaux de vie.
Malgré tous les discours, les émissions de gaz carbonique ont donc peu de chance de diminuer, et n'en déplaise aux climato-sceptique, l'effet de serre jouera un rôle croissant. Rôle bénéfique, d'ailleurs, puisque sans lui la Terre serait trop froide et inhabitable. Mais point trop n'en faut.
Les sceptiques ont beau jeu de mettre en avant les multiples fluctuations de la température terrestre au cours de sa longue histoire. Fluctuations dont l'espèce humaine, d'apparition récente, n'est évidemment pas responsable. Même si l'homo sapiens s'est depuis longtemps ingénié à maltraiter son environnement[1], il a mis des millénaires à atteindre son premier milliard sans avoir influencé beaucoup la température du globe. Mais à un moment où la population mondiale croît à raison d'un milliard de plus tous les dix ans, la situation n'est plus la même.

Alors, bien sûr, on peut rester fataliste et attendre avec indifférence la suite des évènements, en confiant aux générations futures le soin de régler les problèmes. La Terre en rechapera, bien sûr, elle en a vu d'autres, mais l'humanité, ce n'est pas certain. Le dernier rapport du GIEC prévoit maintenant un réchauffement possible de 7° d'ici la fin du siècle, ce qui rendrait inhabitable une bonne partie du globe.

J'ai déjà évoqué, avec d'autres, la transition énergétique dans un précédent article de *La Grande Relève*[1]. J'y constatais que, malgré les discours vertueux, la consommation mondiale des carburants fossiles ne diminuait pas, bien au contraire, avec les conséquences que cela implique sur l'effet de serre.

Certes, en France, la Cour des Comptes s'en alarme au point de conseiller au gouvernement de relancer la taxe carbone. Recommandation qu'il négligera probablement car, comme le disait Ségolène Royal : on ne doit pas «*punir les usagers*».

Alors que faire ?

— Faut-il se féliciter de la destruction partielle des installations pétrolières Saoudiennes ?
La conséquence en a été, en effet, immédiate: augmentation du prix du pétrole et donc baisse de la consommation.
Si nous étions cohérents nous devrions nous en réjouir, mais on nous rassure tout de suite : les réserves françaises sont largement suffisantes pour tenir au moins trois mois, le temps de trouver d'autres fournisseurs et de continuer tranquillement à rejeter du CO^2.
Alors où est la cohérence des discours officiels ?

Puisqu'il nous faudra vivre un jour une pénurie inévitable de pétrole et de gaz, pourquoi ne pas commencer tout de suite ?
Les solutions fiscales destinées à réduire nos consommations, les seules que l'on nous propose, ont leurs limites : elles sont toujours inégalitaires car elles touchent plus les pauvres que les riches. Pour être à la fois efficace et juste il faut imposer à tous les mêmes modalités de restriction.

Les Français ont connu cette situation dans les années 1940. A cette époque, la pénurie touchait à peu près toutes les formes de consommations, y compris l'énergie. La vie n'était pas confortable, mais la population a survécu à l'ampleur des privations.
Pour y parvenir, la méthode a été simple, il a suffi de répartir équitablement entre les Français des tickets de rationnement, avec quelques modulations en fonction des âges.

Le système était dans son principe tout à fait égalitaire, même s'il a engendré des pratiques douteuses comme le marché noir. Mais le but essentiel était atteint : limiter la consommation aux disponibilités du moment. Objectif qui correspondrait bien à notre exigence : s'affranchir le plus vite possible de notre dépendance aux énergies fossiles.

CRÉER LA PÉNURIE

Alors pourquoi ne pas essayer avec l'énergie, en établissant des quota de consommation de combustible fossile à répartir également entre tous les habitants ? Il suffirait de les diminuer tous les ans pour parvenir en quelques années à une valeur d'émission de CO^2 susceptible d'être recyclée par la nature, c'est-à-dire en premier lieu par les océans et la végétation.

En France, on estime la combustion des énergies fossiles à environ 125 MTEP, ce qui correspond approximativement à 4 TEP par ménage. Il suffirait la première année d'attribuer à chacun des droits d'usage équivalents, et de les réduire de 5 à 10 % tous les ans pour arriver assez vite à la sobriété recherchée.

La réduction devra être assez faible pour laisser le temps à l'économie de s'adapter et suffisamment rapide pour aboutir à une diminution efficace des émissions de CO^2.

Dans la pratique des années d'occupation, la régulation était assurée par des carnets de tickets distribués chaque mois. À l'époque de l'informatique et des cartes à puces, d'autres moyens de contrôle, moins contraignants et plus efficaces, pourraient être mis en place.

Le mécanisme n'est pas forcément simple, l'énergie ayant une part très variable selon les objets économiques qui vont l'utiliser. Entre un voyage en avion et un kilo de pommes de terre, l'énergie consommée est difficilement comparable, mais les mécanismes d'évaluation devraient s'apparenter à la taxation sur la valeur ajoutée, à laquelle nous sommes très habitués.

Reste que l'on risque un transfert de la demande vers d'autres sources d'énergie, l'électricité et les énergies renouvelables. Or la première est en France, en majeure partie, d'origine nucléaire, donc sans incidence sur l'effet de serre. Et les secondes sont, au moins pour certaines, de moins en moins bien acceptées par la population en raison de leur impact souvent très négatif sur l'environnement.

Autre difficulté, encore plus délicate à résoudre : comment gérer les échanges internationaux de marchandises ou de services ?

L'idéal serait, bien sûr, que la pénurie volontaire soit appliquée au niveau international ; mais il faudrait l'assentiment de toutes les nations du monde, ce qui n'est pas vraisemblable à brève échéance.

À l'échelle européenne, on pourrait peut-être l'envisager, mais avant d'avoir mis d'accord tous les membres de la communauté, beaucoup de CO^2 se sera répandu dans l'atmosphère.

Quoi que l'on fasse, si on veut limiter la consommation mondiale d'énergie fossile, on sera obligé de passer par des mesures drastiques applicables aux échanges internationaux, par exemple des incitations économiques majeures dont une taxe carbone ne serait qu'un premier maillon

Bien des détails resteront à régler, et la techno structure qui nous dirige aura du pain sur la planche.

UNE REDISTRIBUTION ÉGALITAIRE

À l 'époque des "gilets jaunes", la seule évocation d'une taxe carbone a suscité de nombreuses réserves et, en particulier, celle d'aggraver les inégalités. Les plus aisés n'auront en effet guère de problème pour y faire face, alors que les moins riches verront leur niveau de vie amputé. Pour faire accepter cette taxe, le gouvernement est obligé de mettre en place des mesures compensatoires qui deviennent rapidement complexes et ne parviennent jamais à répondre à toutes les situations.

Le système de quota, en revanche, s'il est égalitaire dans son principe ne tient aucun compte de la disparité des besoins. Appliqué avec rigueur, il y aura des excédents de droits à l'énergie fossile chez les uns et des manques chez d'autres. Situation qui, dans un marché libre, engendrera inévitablement la pratique du marché noir, ce qui n'est pas satisfaisant. Mais l'interdire perturbera trop brutalement certains circuits économiques, au risque de créer des bouleversements que la société serait incapable d'accepter.

Ce serait, par exemple, le cas des transports aériens. Un vol long-courrier absorberait une part importante du quota individuel accordé à chaque voyageur. L'aviation du futur devra utiliser d'autres combustibles que les fossiles, mais il est peu probable que la technologie évolue assez vite pour être efficace à court terme.

L'hydrogène sera, peut-être, un recours, à condition de savoir le produire et le stocker dans des conditions satisfaisantes, ce qui est encore loin d'être le cas. On sera donc contraint d'accepter de transférer une partie des quota d'énergie excédentaires chez les uns vers ceux qui en manqueraient.

Mais pour éviter les mouvements spéculatifs, il est impératif que ces transferts soient maîtrisés par un organisme public pour éviter les spéculations ; maîtrise qui suppose une gestion informatique efficace, dont on peut penser qu'elle est déjà à notre portée.

Ce marché encadré des quota individuels excédentaires les transfèrerait en majorité des plus pauvres, faibles consommateurs, vers les plus riches, forts consommateurs. Avec à l'inverse un transfert monétaire des plus riches vers les plus pauvres, d'où un effet re-distributeur qui s'apparenterait dans une certaine mesure à une première amorce d'un revenu universel. La répartition des quotas individuels étant strictement égalitaire, ils constitueraient une sorte de monnaie complémentaire également répartie entre tous.

Mais il ne faut pas se leurrer, l'usage de l'énergie étant réparti sur une multiplicité de secteurs économiques, l'instauration d'un tel quota global sera difficile, même si sa réduction est assez lente pour rester applicable.

De toute manière, on n'a guère le choix. Quelle que soit la méthode retenue pour diminuer le recours aux combustibles fossiles, le résultat sera le même sur l'économie. Alors autant mettre en place une solution qui le garantisse.
Et la pénurie volontaire est probablement la plus sûre.

UNE STIMULATION INVENTIVE

Si on se reporte à la période de l'occupation pendant la guerre de 1939-45, l'obligation de faire face à la pénurie a suscité nombre d'expédients dont certains furent très inventifs. J'ai souvenir, entre autres, d'un réchaud à papier utilisant des vieux journaux, confectionné avec deux boites de conserves et du fil de fer, et de mon émerveillement à le voir fonctionner.
Les moyens techniques de l'époque étaient extrêmement limités par rapport à ceux dont nous disposons.

Nous avons besoin de substitut aux énergies fossiles, c'est une certitude acquise. Si les énergies renouvelables sont dans tous les esprits, les recherches et les expérimentations sont encore timides et peu diversifiées.

Il est tellement plus simple d'exploiter jusqu'à l'épuisement total toutes les ressources fossiles encore existantes !

On peut espérer que la pénurie volontaire mobilisera suffisamment de chercheurs pour faire émerger des sources énergétiques renouvelables, plus efficaces et moins dégradantes pour l'environnement, que celles qui nous sont actuellement proposées.

Il nous suffirait de récupérer une petite fraction de ce que le Soleil nous apporte en permanence.

La dix millième partie de cet apport solaire suffirait à répondre à nos besoins mondiaux.

Mais cette exposition au Soleil est sur la Terre ferme très diffuse et intermittente d'où la difficulté d'en faire usage.

On devra probablement se tourner davantage vers la mer et les océans qui reçoivent la majeure partie de ce rayonnement. Le Soleil y engendre des mouvements massifs de fluides que l'on pourrait utiliser à des fins énergétiques, à condition de mettre au point les techniques adéquates.

Dans un monde où les visions à long terme sont incompatibles avec la recherche d'un profit immédiat, les motivations pour mettre au point des inventions nouvelles et efficaces sont faibles.

UNE BOUTEILLE À LA MER

Parviendrons-nous à les faire émerger ?

C'est une question qui risque de rester sans réponse. Installer la pénurie, dans quelques domaines que ce soit, est tellement étranger à l'idéal consumériste sur lequel fonctionne notre société que l'idée aboutira difficilement. Promouvoir la pénurie comme solution d'avenir aura, c'est à craindre, du mal à dépasser l'audience de *La Grande Relève*.

Utopique comme le fut, en son temps, l'économie distributive, la pénurie volontaire sera immédiatement rejetée par un pouvoir politique trop dépendant des grandes puissances économiques.

Alors soyons sans illusion. La survie de l'humanité n'est pas possible sans une prise de conscience universelle que la génération au pouvoir aura du mal à entrevoir.

En ce qui me concerne, cette idée n'est qu'une sorte de bouteille à la mer que je lance au hasard, avec la crainte qu'elle ne se brise irrémédiablement sur les récifs abrupts du libéralisme.

À moins qu'une adolescente, perspicace et volontaire, soupçonnée déjà d'être manipulée par les ennemis du capitalisme, ne parvienne à rassembler autour de cette idée toutes les jeunesses du monde.

L'heure n'est plus à brûler sur un bûcher les jeunes filles inspirées, mais il y a tellement d'autres moyens de les faire taire.

Michel BERGER

Références :

1. La transition énergétique *La Grande Relève* N° 1210

2. Voir HARARI, *21 Leçons pour le 21ème siècle*, en particulier le chapitre sur le déluge

Comment revenir à l'essentiel ?

Notre civilisation, notre belle civilisation occidentale, comme dit un personnage du Lotus Bleu d'Hergé, repose sur l'inutile… Faut-il le démontrer ? Cela n'est pas bien difficile.
L'invention de la publicité (la réclame, la propagande) faite pour nous faire consommer, ce n'est pas un rêve, mais une réalité étonnante. Notre économie repose sur la consommation que l'on appelle demande ou offre, c'est identique.

Des utopistes ont pensé supprimer cet inutile. Mais notre économie s'effondrerait. Il suffit de voir les réactions toutes récentes lorsque la ministre de la transition écologique et solidaire a voulu réglementer la publicité pour les voitures…
Comment revenir à l'essentiel ? Et d'abord, quel est-il ? Manger, boire, dormir, se vêtir, se loger, aimer, élever ses enfants…Que faut-il d'autre ? Téléphones, télévisions, voitures, etc sans oublier les régimes alimentaires etc. paraissent un peu futiles…

Il y a des années et des années, il y a eu une chose étrange : la formation des nations avec un accessoire étrange : l'unité nationale.
Si on réfléchit, il y a eu un mouvement universel avec quelques exceptions…
Cela a commencé en Chine, il y a bien longtemps : le passage des royaumes combattants à un empire… Je ne vais pas réécrire une histoire connue, simplement faire remarquer que la France n'est pas passée il y a si longtemps des provinces romaines à la centralisation napoléonienne.
Les États-Unis ont réussi à rester une fédération, la Suisse une confédération. Mais l'unité allemande commencée en 1806 s'est terminée en 1870. Mais l'Allemagne a réussi, elle aussi, à conserver une administration locale… L'unité italienne est bien récente. Et l'opposition Nord /Sud subiste.

Tout ça pour dire que je pense qu'on ne peut revenir à l'essentiel qu'à l'échelon local. Comment accepter qu'un pays accepte de sacrifier son économie à une utopie ?
Alors qu'à l'échelon local, tout est possible. Y compris revenir à l'essentiel et abandonner l'inutile… Il est évident que ce sera plus difficile dans un pays centralisé et plus facile dans un pays décentralisé… Mais comment faire autrement ?
Si nous voulons que notre humanité survive…

Bertrand HALFF

Rembourser la “dette covid-19” ou l’annuler d’une façon ou d’une autre ?

Cette question se pose pour bien d’autres dettes passées ou futures, au Nord comme (et surtout) au Sud. Mais limitons-nous, pour l’année 2020 et pour la France, à la très forte croissance du déficit public attribuable autant à l’épidémie qu’à sa gestion désastreuse, avec une forte hausse des dépenses et une forte baisse des recettes. D’où un accroissement correspondant du stock de dette publique soit, peut-être, 15 points de pourcentage du PIB (environ 360 milliards d’euros) de “dette covid” venant s’ajouter à une dette pré-covid représentant 100 % du PIB.

Les politiques de droite (incluant LREM) ont une réponse orthodoxe, traditionnelle et… catastrophiqu, y compris pour la réduction du poids de la dette : il va bien falloir rembourser, donc dès 2021 freiner les dépenses car dans cette idéologie on refuse d’augmenter les recettes au nom du combat contre les fameux “prélèvements obligatoires”.

Citations :

•François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, dans le *JDD* : «*Dans la durée il faudra rembourser cet argent*».

•Bruno Le Maire, le 10 avril : «*À la sortie de cette crise, il faudra faire des efforts, le redressement sera long et il passera par le désendettement du pays*».

C’est cette réponse qui a conduit la Grèce à… être plus endettée que jamais, avec une dette équivalant à 180 % du PIB début 2020, plus qu’au pire moment de sa mise sous tutelle par une UE fonctionnant de fait comme une “désunion européenne”.

Rembourser à qui ?

— À ceux qui ont prêté à l’État. Dans l’UE, depuis le traité de Maastricht en 1992, les seuls prêteurs autorisés (ce qui exclut toute banque centrale) sont “les marchés financiers”, en d’autres termes des banques privées, assurances et autres organismes de placements financiers ou de “*fonds*” qui achètent des obligations de l’État français et qui les placent sur “*le marché obligataire*” ou qui les revendent à la BCE depuis qu’elle a, après des années de résistance purement idéologique, contourné les traités pour acheter aux banques privées une partie des dettes publiques des pays de l’UE.

UN POUVOIR INOUÏ CONFIÉ AUX MARCHÉS FINANCIERS

Pourquoi ce pouvoir inouï attribué aux marchés financiers, c’est-à-dire in fine à des grands actionnaires privés, marchés dont le fonctionnement purement spéculatif va alors dicter les taux d’intérêt versés par chaque État sur ses emprunts ?

L’argument central, typiquement néolibéral, est celui de l’incitation à la “discipline budgétaire” (entendez austérité pour les peuples) pour les pays les plus “dispendieux”. Les marchés “indisciplinés” comme instrument “disciplinaire” (au sens austéritaire) pour sabrer dans les dépenses publiques, avec le résultat désastreux que l’on constate aujourd’hui sur les systèmes de santé et les hôpitaux, et plus généralement les services publics et la protection sociale.

Cela devrait faire hurler : de grands intérêts financiers incontrôlés (ou presque) prenant en partie le contrôle de la démocratie et des choix budgétaires !

Cet argument “disciplinaire” est celui que plusieurs pays européens, Allemagne en tête, ont une nouvelle fois avancé pour refuser les “*corona bonds*”. Pour information, ces derniers seraient des obligations communes aux États de l’UE, permettant la mutualisation de leurs dettes. Ce système reposerait, certes, toujours sur les marchés

financiers, mais avec cet avantage (limité mais non négligeable) que tous les pays paieraient les mêmes taux d'intérêt, pour l'instant faibles, sur les nouveaux emprunts. Pour des détails techniques sur la charge d'intérêt, suivre le lien **https://www.fipeco.fr/fiche/La-charge-dintérêts-de-la-dette-publique** et, sur les corona bonds, celui-ci : **https://www.touteleurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-les-corona-bonds.html.**

Même argument disciplinaire chez Christine Lagarde lorsqu'elle a refusé récemment (21 avril) que la BCE achète des dettes directement aux gouvernements de la zone euro car cela "*compromettrait la capacité d'encourager une politique budgétaire disciplinée*".

EN FAIT, AUCUN ÉTAT NE REMBOURSE VRAIMENT SES DETTES !

Dans les faits, lorsque l'État français (via l'Agence France Trésor) emprunte quelques milliards sur les marchés à un taux d'intérêt donné et pour une échéance donnée (à 5 ans, 10 ans, 15 ans, 30 ans, voire 50 ans), le principal problème budgétaire n'est pas celui du remboursement du capital à échéance, c'est celui du paiement régulier des intérêts. En effet, à l'échéance, ce sont de nouveaux emprunts qui prennent le relais pour rembourser le capital (cela s'appelle "*faire rouler la dette*"). Il se peut très bien que le stock de dette augmente mais que la charge annuelle de paiement des intérêts diminue, parce que les taux d'intérêt faiblissent. C'est même la tendance depuis deux décennies et surtout depuis 2011.

ALORS, L'ÉTAT PEUT S'ENDETTER SANS LIMITE ET SANS PROBLÈME ?

Non, et c'est pour cela qu'il faut pousser à ce que la "*dette covid*" soit réduite, soit par son effacement, soit autrement.

Plusieurs raisons confortent cet argument (voir aussi cet article de *Politis* : **https://www.touteleurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-les-corona-bonds.html**).

•D'abord, la charge des intérêts versés sur la dette publique a certes nettement diminué en % du PIB: 1,7 % du PIB en 2018 contre 3,5 % en 1998. Mais cela représente quand même près de 40 milliards d'euros prélevés sur le budget de l'État et qui vont dans les poches de spéculateurs privés.

•Ensuite, la tendance à des taux d'intérêt proches de zéro est éminemment réversible quand c'est la spéculation financière qui mène le bal, même si la BCE la freine pour l'instant. Rien n'exclut que l'année 2020 voie le retour de taux élevés pour certains pays si les spéculateurs commencent à s'affoler devant la montée en flèche des dettes publiques partout dans le monde.

•Et puis, argument trop souvent omis par les économistes keynésiens de gauche, le caractère jugé budgétairement supportable ou soutenable du poids des intérêts est toujours plus ou moins lié à une hypothèse de croissance économique à perpétuité, laquelle est écologiquement insoutenable.

•Un autre argument en faveur de la réduction de la "dette covid" est que, s'il faut en effet s'endetter dans la période à venir, autant le faire pour le plus grand projet d'avenir qui soit : freiner la destruction climatique et écologique en cours, ce qui va exiger beaucoup plus que les montants actuellement mis sur la table.

•Enfin, la dette est l'un des instruments les plus importants pour faire rentrer dans le rang les aspirations à la justice, y compris climatique, et pour tenter d'imposer l'austérité publique au profit des rendements financiers privés. C'est ce que montre le sociologue Benjamin Lemoine : «*les marchés financiers fixent les conditions du financement public. Non seulement le taux d'intérêt mais également quelle politique macroéconomique doit être suivie pour recueillir leur assentiment*» .

ALORS : REMBOURSER OU ANNULER ?

Commençons par les stratégies de remboursement, toujours partiel comme on l'a vu, mais qui peuvent en effet réduire le stock de dette si et quand on estime qu'il le faut. Je mets de côté le rôle de l'inflation, pour l'instant absente, et difficile à régénérer politiquement à supposer qu'on le souhaite, ce qui n'est pas mon cas : la sobriété matérielle et énergétique est tout sauf inflationniste.

Restent alors comme principaux moyens (de gauche) ceux de la fiscalité. Je les ai déjà évoqués: «*J'ai estimé pour ma part à 300 milliards d'euros par an le coût pour les finances publiques de l'assistance aux riches !*», en y incluant le coût de la fraude et de l'évasion fiscale, une partie des "niches" fiscales et sociales, et la baisse de la fiscalité sur les revenus et sur le patrimoine des plus riches et des entreprises depuis une trentaine d'années. Un «*pognon de dingue*» !

EFFACER UNE PARTIE DES DETTES PUBLIQUES

Admettons toutefois que, dans l'immédiat, ces solutions, socialement justes, aient peu de chances d'être retenues par le Président des riches et du CAC 40. D'autant qu'à mon sens, il vaudrait mieux les réserver pour les grands investissements de la révolution écologique et sociale, qui auront besoin de dépenses publiques ***annuelles*** considérables pendant une longue période.

Il reste un joker qui pourrait passer la barre politique moyennant une pression citoyenne. Dans le même billet précédent, je citais Gaël Giraud : «*Il y a, par ailleurs, un moyen simple de soulager tout de suite les finances publiques des États en état d'urgence nationale : effacer les dettes publiques détenues par la BCE… La seule annulation du remboursement du principal revient à faire disparaître plusieurs centaines de milliards d'euros de dettes souveraines. Dans le cas de la France, une estimation suggère un montant d'environ 400 milliards d'euros aujourd'hui*». Gaël Giraud ajoute : «*Cela signifierait que l'État français pourrait d'emblée injecter 17% du PIB (pré-pandémie) dans l'économie*». D'abord pour réorienter les financements publics, à cibler certes sur la santé, mais surtout sur la bifurcation écologique et sociale sans laquelle les décennies à venir deviendraient des périodes autrement plus dramatiques que ce que nous vivons.

Cela rejoint la proposition de Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau d'annulation partielle des dettes publiques détenues par la BCE, conditionnelle au réinvestissement des mêmes montants dans des investissements publics "verts", par nouvelle émission de dette. Voir, pour une version courte, leur tribune. Extrait : «*les États pourraient financer les investissements de la transition écologique en s'endettant, sans que le ratio dette/PIB n'augmente. Tout nouvel endettement en vue d'investissements bas carbone coïnciderait avec l'annulation d'un volume de dette de même ampleur par la BCE*».

Pour l'instant, la BCE, par la voix de Christine Lagarde, refuse ce genre de solutions. Mais, en 2009, la BCE refusait obstinément des pratiques non orthodoxes qu'elle s'est mise ensuite à adopter sous la pression des événements et pour conjurer des risques semblables.

Il existe des variantes à l'effacement pur et simple d'une partie ou de la totalité des dettes Covid par la BCE. Parmi elles on trouve une proposition d'Alain Minc, ce qui tend à prouver qu'elle n'est pas révolutionnaire : une "dette à perpétuité", que l'État ne rembourserait jamais.

C'EST DONC DE L'ARGENT MAGIQUE ?

Comment diable la BCE pourrait-elle faire un "cadeau3 de 400 milliards à la France, et donc de plusieurs milliers de milliards d'euros à l'ensemble des pays de l'UE touchés par la crise sanitaire, alors qu'elle n'a "en propre" (ses fonds propres) qu'environ 75 milliards ? Comment peut-elle avoir déjà décidé, le 19 mars dernier, d'injecter 750 milliards d'euros supplémentaires en s'engageant à racheter (auprès des banques) des dettes d'entreprises et des dettes d'États ?

Beaucoup de gens croient encore que les banques, centrales ou non, ne peuvent prêter que de l'argent qu'elles détiennent.

Ce n'est pas le lieu de faire un cours d'économie, mais, en deux mots, chaque fois qu'une banque privée accorde un crédit, elle crée de l'argent "**à partir de rien**" (argent qui va circuler, servir à des achats, etc.) et chaque fois qu'un "agent" lui rembourse une dette, c'est de l'argent "détruit". Et une banque privée a le droit d'accorder un montant total de crédits plusieurs fois supérieur à ses fonds propres, dans un rapport (ou ratio de solvabilité) fixé par des règles politiques. Cela n'est pas vraiment "magique", c'est institutionnalisé (plus ou moins bien…).

Quant à la BCE, comme toute banque centrale, elle peut créer de la monnaie sans limite tant que cela n'affecte pas la confiance et la légiti-mité de l'euro comme devise. Ce qui n'a rien à voir avec ses fonds propres, mais beaucoup à voir avec les risques que font courir à la zone euro et à sa monnaie des égoïsmes nationaux que l'on a encore vus à l'œuvre récemment, jusque dans la gestion de la crise sanitaire.

ET AU-DELÀ DE CES PROPOSITIONS IMMÉDIATES ?

Qu'est-ce qu'il serait utile et possible de faire dès maintenant dans le cadre institutionnel existant ? Lequel est tout sauf acceptable puisque même les plus efficaces de ces scénarios s'appuient sur les marchés financiers tels qu'ils fonctionnent, en limitant juste un peu leur pouvoir de nuisance.

Une question centrale pour l'avenir concerne le besoin d'**en finir avec la privatisation actuelle de**

la monnaie afin d'en retrouver la maîtrise collective et d'en faire un bien commun. Je vais me contenter de citer Jean-Marie Harribey : «*Aujourd'hui, on peut et on doit resocialiser la monnaie, c'est-à-dire retrouver la maîtrise du crédit et donc de la création monétaire pour financer les énormes investissements de transition écologique. La crise du coronavirus montre à quel point on a besoin d'un pôle bancaire public, d'un contrôle social sur celui-ci et d'une banque centrale qui soit celle de l'ensemble de la société. Au lieu d'obliger les États à emprunter sur les marchés financiers soit directement, soit indirectement via le Mécanisme européen de stabilité, la BCE devrait financer directement les dépenses publiques. C'est-à-dire étendre ce que la Banque d'Angleterre vient de décider pour financer les seules dépenses liées au redémarrage de l'économie paralysée par la pandémie*».

[*note* : j'ai reçu de Jean-Michel Servet une intéressante remarque à propos de la dernière phrase de ce billet.
La voici :
«Je suis tout à fait en phase avec l'analyse, sauf avec la fin de l'article qui indique : "*C'est-à-dire étendre ce que la Banque d'Angleterre vient de décider pour financer les seules dépenses liées au redémarrage de l'économie paralysée par la pandémie*"».
À la Bank of England il s'agit de reconnaissance de dettes pour le court terme par des avances considérablement accrues (comme il en existe en Angleterre depuis la fin XVIIème siècle), dette que le gouvernement s'engage à rembourser. Pour les moyen et long termes il s'agit d'emprunts sur les marchés financiers, donc là encore d'une dette. *Le Monde* publiera très bientôt un article où j'en fais avec Solène Morvant-Roux l'analyse. Dans un récent article paru dans *Le Monde* Patrick Artus fait l'hypothèse implicite que l'annulation de ces dettes des gouvernements aux banques centrales est quasiment actée. On peut au contraire penser que ses dettes pèseront dans les débats politico économiques des mois, voire des années à venir comme "le milliard des émigrés" après 1815 ou comme la question des réparations allemandes après 1918. Comme indiqué dans votre article, le remboursement de ces dettes peut être au cœur de l'agen da néolibéral poursuivi, à la manière d'une épée de Damoclès."]

JEAN GADREY

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .27 euros.
(soutien : + 18 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .30 euros.
TOM . . . .32 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste :*
Zones 1 et 2 (pays européens) 32 euros.
Zones 3 et 4 (autres pays) 34 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque, bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR.....
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :
M., Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE :..... SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (2 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 €).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (épuisé).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer
(édition du Sextant,
240 pages, 15 €).

- D'anciens numéros et un court résumé de nos propositions (4 pages de format A4) sont disponibles (3 € l'un).

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)